



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-quatorzième session

Rome, 5-6 décembre 2001

NOTE D'INFORMATION SUR LE RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE 2001

1. Conformément au souhait exprimé par le Conseil d'administration à sa soixante-sixième session d'être tenu régulièrement informé des activités préalables à la publication du rapport du FIDA sur la pauvreté rurale, des notes d'informations ont été présentées au Conseil à ses soixante-septième, soixante-neuvième, soixante et onzième et soixante-douzième sessions ainsi qu'à la quatrième session de la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA.
2. Le document ci-joint, qui contient le rapport final sur le don d'assistance technique pour le programme d'activités préalables à la publication du Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale, 2001 (ci-après appelé Rapport sur la pauvreté rurale) et sur le suivi du Rapport depuis sa publication en février 2001, est soumis au Conseil d'administration à sa présente session pour information.

I. INTRODUCTION

1. Lorsqu'il a approuvé, à sa soixante-sixième session en avril 1999, un don d'assistance technique destiné au programme d'activités préalables à la publication du Rapport sur la pauvreté rurale, le Conseil d'administration a demandé que des rapports sur les activités financées par le don lui soient régulièrement soumis. La présente note d'information récapitule l'ensemble des activités entreprises par en vue de la publication et du lancement du rapport, ainsi que par la suite.

II. PRÉPARATION DU RAPPORT DU FIDA SUR LA PAUVRETÉ RURALE

Phase I

2. La première phase a débuté en avril 1998 par une consultation interne/externe lancée afin de définir le contenu et la portée du programme. Cette phase comportait également la préparation d'une note thématique et d'un document interne sur les questions liées à la pauvreté et sur l'expérience opérationnelle du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté rurale. Cette note a été suivie d'un document de base établi par la Poverty Research Unit de l'université du Sussex (Royaume-Uni) en consultation avec le FIDA et destiné à être présenté à un atelier de réflexion organisé en octobre 1998. Un rapport sur cette première phase a été soumis au Conseil d'administration à sa soixante-sixième session.

Phase II

3. La Phase II a débuté avec l'adoption de la proposition susmentionnée de don d'assistance technique. Peu après, le FIDA a nommé Michael Lipton, de la Poverty Research Unit de l'université du Sussex, expert principal. D'avril à juillet 1999, chacune des cinq divisions régionales ont préparé une étude afin: a) d'identifier les tendances en matière de pauvreté rurale; b) d'identifier les différences entre les divers programmes d'élimination de la pauvreté dans les différentes régions; c) de faire la synthèse des connaissances opérationnelles et des savoirs qui existent en dehors du FIDA; et d) de parvenir à un accord concernant les possibilités d'action à court terme du FIDA en matière d'élimination de la pauvreté.

4. Un atelier a été organisé au siège du FIDA les 26 et 27 juillet 1999 afin de présenter au personnel les premiers résultats de ces études régionales, d'en évaluer les résultats, de faire part à leurs auteurs des observations auxquelles elles ont donné lieu en vue de révision, d'examiner les principales questions posées du point de vue des différentes régions, d'assurer la synthèse de l'information contenue dans ces rapports et d'en tirer des thèmes d'études précis. Les participants à l'atelier ont également examiné le plan général des études thématiques. À l'issue des discussions très variées menées au cours des deux jours, quatre thèmes d'études ont été identifiés à savoir: l'accès aux biens de production; les transformations technologiques et agricoles; les institutions (et en particulier les institutions de financement rural), et l'accès au marché dans un contexte de la mondialisation.

5. Les responsables de chacun des thèmes d'étude ont été choisis (Lawrence Haddad et Peter Hazell de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de Washington; Siddiquir Osmani de l'université d'Ulster à Belfast; et Anthony Killick de l'Overseas Development Institute de Londres), et en septembre 1999 un atelier de deux jours a été organisé afin d'examiner le mandat de ces études et les premières propositions quant à leur contenu. Celles-ci ont ensuite été présentées en janvier 2000 à l'occasion d'un atelier de synthèse de deux jours qui a rassemblé plus de 80 participants – universitaires; spécialistes du développement venant d'organisations sœurs, de partenaires bilatéraux et d'organisations de la société civile, membres du Conseil d'administration et un grand nombre de



fonctionnaires du FIDA – dont l'un des principaux résultats a été la préparation du plan du Rapport sur la pauvreté rurale.

6. De février à août 2000, le rapport a été rédigé et a fait l'objet d'un intense examen interne et externe. En septembre 2000, le FIDA en a reçu de la Poverty Research Unit de l'université du Sussex la version définitive, qui a ensuite fait l'objet d'un important travail interne d'édition et de révision. Le rapport définitif a été adressé en novembre 2000 à la Oxford University Press pour reproduction.

7. Dès la phase de préparation, le Rapport a suscité un intérêt remarquable de la part des partenaires du FIDA. En septembre 2000, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a invité le Fonds à en présenter les premiers résultats au comité de la sécurité alimentaire. Ces résultats ont également été présentés à l'occasion d'une table ronde organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la croissance en faveur des pauvres: le rôle de l'inégalité. En novembre 2000 le FIDA a organisé à Tokyo, en collaboration avec le gouvernement japonais et l'Université des Nations Unies, un colloque consacré à *l'élimination de la pauvreté rurale au vingt et unième siècle: défis et opportunités*.

III. CONFÉRENCES PUBLIQUES ORGANISÉES PAR LE FIDA

8. Parallèlement à la préparation du Rapport, le FIDA a organisé une série de conférences publiques afin d'appeler l'attention sur la pauvreté rurale et de toucher un public plus large que celui directement concerné par le développement. Six conférences ont ainsi été organisées en 2001 à savoir:

- *L'élimination de la pauvreté rurale, une tâche encore à accomplir*, par Sartaj Aziz (Pakistan)
- *Une approche communautaire pour l'élimination de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté* (septembre 2000) par M. S. Swaminathan (ancien directeur de l'Institut international de recherche sur le riz);
- *Les institutions et leur rôle dans la lutte contre la pauvreté rurale en Afrique*, par Harris Mule (Kenya);
- *Politique économique, répartition et pauvreté: la nature du désaccord* (janvier 2001) par Ravi Kanbur, Professeur Lee Teng-hui de relations internationales, Université de Cornell, États-Unis);
- *Développement agricole et élimination de la pauvreté rurale au Brésil* par Raúl Jungmann (Ministre du développement agricole de la République fédérative du Brésil); et
- *L'élimination de la pauvreté rurale: de la politique microéconomique à la politique macroéconomique* par Rehman Sobhan, Directeur du centre pour le dialogue politique de Dhaka (Bangladesh)?.

Ces conférences ont été organisées aux sièges du Programme alimentaire mondiale (PAM) et de la FAO afin de mettre en évidence le partenariat qui existe entre les trois institutions et leur volonté de lutter ensemble contre la faim et la pauvreté dans le monde.

9. Les commentaires reçus à la suite de ces conférences ont été extrêmement positifs et ont encouragé le FIDA à envisager d'organiser des nouvelles conférences après la publication du rapport.

IV. MANIFESTATIONS ORGANISÉES À L'OCCASION DU LANCEMENT DU RAPPORT ET ULTÉRIEUREMENT

10. Une troisième phase a commencé avec le lancement officiel du Rapport sur la pauvreté rurale. Une note d'information (EB 2001/72/R.32) a été présentée au Conseil d'administration à sa soixante-douzième session, décrivant en détail les activités organisées, principalement en février 2001. Le rapport a été lancé le 5 février 2001 à New York par le Secrétaire général de l'ONU,



M. Kofi Annan, et a été par la suite présenté à Washington, Londres et Stockholm. Des réunions et des séminaires ont également été organisés à Berne, à Eschborn, à Paris et à l'Université du Sussex.

11. Les activités organisées en février 2001 ont été suivies d'une série de présentations afin de diffuser plus largement le message contenu dans le Rapport, d'obtenir des commentaires sur les principales hypothèses qui y sont développées et de préparer le suivi à long terme du Rapport et des points de vue qu'il a suscités. Les principales activités organisées d'avril à octobre 2001 sont brièvement présentées ci-dessous.

RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE: ACTIVITÉS ORGANISÉES À L'OCCASION DU RAPPORT ET ULTÉRIEUREMENT EN 2001

MANIFESTATIONS	DATE	PRÉSENTATIONS
ÉTATS-UNIS New York: Lancement du Rapport sur la pauvreté rurale par Monsieur Kofi Annan, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies	5 février	Président du FIDA; M. H. Holkeri, Président de la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et délégation du FIDA
New York: Présentation à l'occasion d'une réception	5 février	Président du FIDA; M. N. Desai du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies
New York: Présentation devant le Conseil économique et social des Nations Unies au siège de l'Organisation	6 février	Président du FIDA et M. G. Howe
New York: Présentation au Comité chargé de la liaison avec les organisations non gouvernementales au siège de l'ONU	6 février	M. J.-L. Lawson
Washington: Washington Press Club	7 février	Président et délégation du FIDA
Washington: Présentation devant le Citizens Network on Foreign Affairs et la Chambre de commerce des États-Unis	7 février	M. G. Howe
Washington: Woodrow Wilson Center Auditorium	7 février	Président du FIDA; M. G. McGovern; M. J. Mellor; et d'autres
Washington: Séminaire à l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	8 février	Vice-Président du FIDA et M. A. Rahman
SUÈDE Stockholm: Lancement du Rapport sur la pauvreté rurale	12 février	Président du FIDA et Mme M.-I. Klingvall, Ministre suédoise de la coopération pour le développement international
FRANCE Paris: Présentation du Rapport devant le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération de développement économiques (OCDE)	13 février	Vice-Président du FIDA et M. A. Rahman
ROYAUME-UNI Londres: Lancement du Rapport sur la pauvreté rurale	15 février	Président du FIDA et Mme C. Short, Secrétaire d'État au développement international
Sussex: Séminaire organisé avec le département du développement international et l'université du Sussex	16 février	Vice-Président et délégation du FIDA



MANIFESTATIONS	DATE	PRÉSENTATIONS
PORTUGAL Lisbonne: Présentation lors d'une réunion consacrée à la coopération entre le FIDA et le Portugal organisée par l'Institut de financement et d'appui au développement de l'agriculture et de la pêche du Gouvernement portugais	12 février	M. K. van de Sand
ITALIE Rome: Conférence de presse devant la presse étrangère	19 février	Délégation du FIDA
ÉTATS-UNIS Washington: Banque mondiale: présentation à l'occasion de la semaine rurale 2001	23-27 avril	Délégation du FIDA
ITALIE Rome: Présentation au personnel de la FAO	27 avril	Vice-Président du FIDA et M. A. Rahman
BELGIQUE Bruxelles: Troisième conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	15 mai	Président du FIDA
ALLEMAGNE Eschborn: Présentation devant l'Agence allemande de coopération technique (GTZ) et l'Institut allemand de crédit pour la reconstruction (KfW)	21 mai	Président du FIDA et M. K. van de Sand
Berlin: Conférence de presse	22 mai	Président du FIDA et M. K. van de Sand
ARABIE SAOUDITE Jeddah: Visite officielle	4-7 juin	Président du FIDA
ITALIE Rome: La route vers Gênes: conférence publique	27 juin	M. A. Rahman
INDE New Delhi: Débat consacré au Rapport sur l'évaluation de la pauvreté en Asie	23-24 août	M. P. Roy, M. A. Rahman, M. G. Thapa et Mme V. Altarelli
ROYAUME-UNI Sussex: Conférence de Wilton Park sur l'élimination de la pauvreté	6 septembre	Vice-Président du FIDA
ALLEMAGNE Bonn: Conférence de 2002 avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires	4-6 septembre	M. K. van de Sand et M. R. Cooke
NICARAGUA Managua: Examen du Rapport d'évaluation de la pauvreté en Amérique Latine et dans les Caraïbes)	25-27 septembre	Mme R. Peña-Montenegro et d'autres
CANADA Ottawa: Réunion de parties intéressées consacrée au Rapport sur la pauvreté rurale	18 octobre	Président du FIDA, M. B. Moore et M. R. Cassani
SUISSE Berne: Séminaire organisé par la Direction du développement et de la coopération (Suisse), le FIDA et Intercoopération sur <i>la réduction de la pauvreté: le rôle du développement rural</i>	23 octobre	Président du FIDA, M. L. Lavizzari, et M. A. Rahman
INDE Jaipur: Atelier organisé par l'Institut de la Banque asiatique de développement et le FIDA sur <i>la réduction de la pauvreté en Asie du sud-est: la croissance rurale, élément essentiel de la paix urbaine</i>	29 octobre– 3 novembre	M. A. Rahman, M. G. Thapa et Mme V. Altarelli
ÉTATS-UNIS New York: Réunion d'experts organisée par le Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU sur la mondialisation et la réduction de la pauvreté	8-9 novembre	M. A. Rahman

Couverture médiatique

Une campagne active a été menée auprès des médias à l'occasion du lancement du Rapport le 5 février 2001. Le cabinet de conseil spécialisé Hoffman et Hoffman a été engagé pour appuyer ces activités en Amérique du nord, alors qu'en Europe c'est la section des médias du FIDA qui s'est chargée de la campagne.

Un communiqué de presse a été rédigé à l'intention des médias du monde entier et un film vidéo de 10 minutes, présentant des messages tirés du Rapport ainsi que des images tournées sur le terrain et des entretiens avec le Président, le Vice-Président et d'autres fonctionnaires du FIDA a été tourné. CNN et la BBC ont diffusé des entretiens sur l'ensemble de leur réseau. Des entretiens en langue locale avec des fonctionnaires du FIDA ont été diffusés par TV et Globo en Amérique Latine et par la BBC dans ses programmes régionaux. Des conférences de presse en langue régionale ont été organisées pour la presse étrangère à Rome.

Distribution du rapport

Le Rapport sur la pauvreté rurale a été largement distribué. Des exemplaires ont été adressés à des organes de presse dont le sérieux est avéré et qui, pour certains, en ont publié des comptes rendus favorables. Au total, 5 000 exemplaires ont déjà été distribués, que ce soit à l'occasion du lancement mais aussi, et surtout, par courrier aux contacts du FIDA (universitaires, organisations non gouvernementales, etc) dans différents pays.

12. Les activités entreprises après le lancement du Rapport, qui pour l'essentiel répondaient à une demande, ont offert une bonne occasion d'étudier diverses questions liées à la pauvreté dans le monde, notamment l'élimination de la pauvreté rurale et les liens avec les objectifs en matière de développement adoptés à l'occasion du Sommet du Millénaire en septembre 2000. Elles ont également permis de suggérer comment utiliser de façon stratégique le Rapport pour susciter une plus large prise de conscience en ce qui concerne la contribution du développement rural et agricole à la réduction durable de la pauvreté.

V. QUESTIONS LIÉES À LA PAUVRETÉ RURALE

13. Les discussions formelles et informelles auxquelles la préparation du Rapport a donné lieu, les activités organisées pour le lancement du Rapport et les diverses réunions organisées par la suite ont été extrêmement fructueuses et intéressantes. Nombre de questions qui ont été soulevées et examinées méritent clairement d'être étudiées plus avant. Un grand nombre d'organisations de développement, de praticiens et universitaires ont encouragé le FIDA à continuer d'appeler l'attention sur les questions liées à l'élimination de la pauvreté rurale et à considérer le Rapport non pas comme une fin en soi mais comme le début d'un processus fructueux.

14. Le FIDA est déterminé à poursuivre l'examen des questions ci-après, qui ont reçu une attention particulière lors des diverses activités susmentionnées.

Objectifs de la Déclaration du Millénaire.

15. À de nombreuses occasions, la question de savoir s'il est possible d'atteindre les objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire pour 2015 a suscité un débat vif et animé. De nombreux participants, y compris les représentants du FIDA, ont exprimé des doutes à cet égard compte tenu du niveau actuel de l'aide publique au développement (APD). D'autres craignaient que ce pessimisme ne nuise aux efforts déployés au niveau politique pour mobiliser des ressources supplémentaires en



faveur de l'élimination de la pauvreté. D'une manière générale cependant, les participants se sont accordés à reconnaître qu'un appui plus important au développement de l'agriculture et au développement rural est essentiel étant donné que la pauvreté touche principalement les régions rurales. Par ailleurs, le suivi des résultats obtenus, en particulier en ce qui concerne la réduction de la pauvreté rurale, sera indispensable pour assurer la réalisation des objectifs contenus dans la déclaration du Millénaire d'ici 2015.

Institutions et pouvoir d'action accru.

16. Le FIDA aurait pu préciser davantage la nature des liens entre politiques macroéconomiques et politiques microéconomiques, et notamment le rôle des gouvernements. Les débats sur les relations entre les différents niveaux de prise de décision ont été enrichis par la réalisation qu'il existait une nouvelle dimension du développement, responsable de la perte d'un grand nombre de vies humaines, à savoir la pauvreté et les conflits. En ce qui concerne plus particulièrement le rôle des institutions, celles-ci ne bénéficieraient aux ruraux pauvres et aux femmes que dans la mesure où les intéressés exerceraient sur elles un contrôle, ou tout le moins une influence suffisante pour qu'elles répondent à leurs besoins. Les modifications apportées aux institutions auront le même impact qu'un apport massif d'intrants physiques. De nombreux participants ont abordé la question de la responsabilité des gouvernements à l'égard de la population. Les coopératives, les syndicats, les organisations d'épargne, les organisations communautaires et les organisations non gouvernementales contribuent toutes de façon importante au processus de démocratisation interne, mais elles devraient renforcer leurs capacités en matière de gestion et toucher davantage les plus démunis. Les participants ont exhorté la communauté du développement à s'engager davantage à traiter directement avec ces organisations.

Activités non agricoles

17. De nombreux participants estimaient que le Rapport aurait pu mettre davantage l'accent sur les activités non agricoles, notamment en raison de leur contribution essentielle au développement des pays pauvres. Ils ont cependant attiré l'attention sur le fait que ces activités peuvent se traduire par une aggravation des inégalités, et par conséquent nécessiter une intervention accrue de la part des pouvoirs publics. Par ailleurs, le développement de l'agriculture et le rôle des activités non agricoles doivent être examinés par rapport à d'autres secteurs. Le développement de l'agriculture ne doit pas être dissocié de l'activité économique générale, mais au contraire être encouragé en même temps que les activités non agricoles de façon à tirer partie des liens étroits qui existent entre les deux.

Réforme foncière

18. La réforme foncière et les questions connexes ont reçu une grande attention. La plupart des participants considéraient qu'il s'agit d'un instrument extrêmement efficace de réduction de la pauvreté, à condition toutefois que la situation (par exemple le degré de démocratisation dans les zones rurales) ait été au préalable soigneusement analysée. La répartition des terres est souvent le résultat de structures de marché, sociales et politiques héritées du passé. Certains participants ne partageaient pas l'optimisme du FIDA au sujet de réformes de la propriété foncière fondées sur le marché, rappelant que les réformes réussies avaient reposé sur la confiscation des terres par les autorités. Dans de nombreux pays cependant, la situation politique actuelle n'autorise plus ce type d'intervention, et par conséquent les futures réformes devront être basées sur le marché et faire l'objet d'un consensus. Le coût des réformes foncières a également été examiné. Une redistribution des terres à grande échelle exigerait des ressources considérables compte tenu de la très forte hausse des prix de la terre aux cours des 15 à 20 dernières années. Les participants ont reconnu que dans la plupart des cas une bonne gouvernance est plus importante qu'une aide extérieure en matière de réforme foncière.

Mondialisation et rôle des marchés



19. Des doutes ont été exprimés quant à la capacité des marchés à "régler" les problèmes liés à la pauvreté. De nombreux participants ont fait observer que l'adoption d'une économie de marché s'accompagne souvent d'une aggravation des inégalités et que les gouvernements doivent parfois intervenir pour que les mécanismes du marché profitent aux pauvres. La mondialisation et ses conséquences pour les ruraux pauvres (en particulier l'aggravation des inégalités et la vulnérabilité accrue à l'égard des chocs économiques) a été, à chaque conférence ou manifestation organisée, un des thèmes majeur de discussion. L'attention a également porté sur la façon de renforcer le pouvoir et la capacité de négociation des pays pauvres afin qu'ils puissent mieux défendre leurs intérêts lors des négociations internationales.

Les femmes et le développement

20. D'une manière générale les participants se sont félicités de l'approche pragmatique adoptée par le Rapport et du fait que la situation des femmes soit traitée tout au long du Rapport et n'a pas été cantonnée à un seul chapitre. Des efforts plus importants sont nécessaires pour lutter contre la très importante discrimination qui existe toujours à l'égard du rôle des femmes dans le développement. En Afrique, par exemple, bien que les femmes produisent 80 à 90% des aliments de base, elles ne représentent que 4% des agents de vulgarisation. Des interventions stratégiques sont également nécessaires pour améliorer la situation des femmes au sein du foyer. La nature des relations entre hommes et femmes a des conséquences sur la consommation comme sur la production des ménages. L'évolution du rôle des femmes aura des répercussions non seulement au niveau des ménages, mais également du fonctionnement de la société.

Financement du développement

21. De nombreux participants ont noté avec préoccupation la baisse de l'aide publique au développement et le fait que la plupart des institutions internationales de développement et de financement et des donateurs bilatéraux avaient diminué leurs prêts en faveur du développement rural et agricole, ce qui a clairement des conséquences sur la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. Les gouvernements peuvent certes adopter de nouvelles approches pour obtenir des ressources supplémentaires, mais ils doivent également consacrer davantage de moyens au développement rural et agricole.

Droits de l'homme

22. À plusieurs occasions les participants ont fait observer que le Rapport aurait pu mettre davantage l'accent sur la question des droits de l'homme, et en particulier du droit à l'alimentation.

Capacité d'absorption des pays en développement

23. La capacité d'absorption des pays en développement a été l'un des thèmes majeurs de débat. La concurrence entre programmes et les doubles emplois pénalisent très lourdement l'efficacité et l'efficience des processus de développement. Dans ce contexte, tous les partenaires du développement des pays de l'OCDE devraient étudier la possibilité d'adopter des politiques agricoles davantage orientées en faveur des pauvres. Des subventions importantes à l'agriculture vont à l'encontre des efforts des pays en développement pour accroître leur production agricole. Les efforts déployés et les ressources consacrées au développement n'auront pas les effets attendus si les pays développés n'adoptent pas une approche globale du développement qui tienne compte des répercussions externes, du fait de la mondialisation, des mesures de politiques intérieures.

Capital social



24. Lors de nombreuses réunions les participants ont considéré que le Rapport aurait pu mettre davantage l'accent sur le capital social. Certaines critiques concernaient l'approche traditionnelle adoptée pour traiter de la question actifs humains (éducation, santé). Certains participants ont estimé que le capital social, les savoirs locaux et les questions liées à l'emploi n'avaient pas reçu l'attention qu'ils méritaient.

Biens publics mondiaux

25. Certains participants, et en particulier les représentants de la société civile, se sont déclarés préoccupés par le fait que les politiques adoptées par les pays industrialisés n'étaient pas conformes aux engagements pris dans des instances internationales. Cette situation s'explique notamment par le fait que ces pays n'ont pas pris pleinement conscience de l'importance de la réduction de la pauvreté en tant que bien public mondial. Par conséquent, les instruments financiers utilisés par les pays industrialisés tenir compte de l'importance de la lutte contre la pauvreté en temps que telle et y consacrer des ressources afin d'éviter les conséquences néfastes qui résulteraient d'une persistance de la pauvreté.

VI. SUIVI DU RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE 2001

26. Reconnaisant la nécessité d'adopter une approche à long terme afin de fonder les efforts de lutte contre la pauvreté sur les conclusions des analyses contenues dans le Rapport, conformément au cadre stratégique en cours d'élaboration, le FIDA a organisé à son siège le 29 juin 2001 une table ronde informelle à laquelle ont participé des représentants de la FAO, du PAM et un certain nombre d'universitaires invités. Cette table ronde a débouché sur diverses suggestions quant à la suite à donner au Rapport, suggestions qui constituent la base d'une proposition actuellement en cours d'examen au FIDA.

27. Les principaux éléments de cette proposition sont résumés ci-après:

- a) le Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale a suscité une prise de conscience accrue de la nécessité d'appuyer davantage le développement rural et agricole en vue de réduire durablement la pauvreté en général et la pauvreté rurale en particulier.
- b) il existe au niveau international un consensus quant à la nécessité de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité, mais toujours pas d'accord concernant les activités opérationnelles. Le FIDA pourrait, en s'appuyant sur les activités qu'il mène sur le terrain et en utilisant aussi bien le Rapport sur la pauvreté rurale que les rapports régionaux d'évaluation de la pauvreté (qui en sont à divers stades de réalisations) jouer un rôle clé pour favoriser une meilleure compréhension des questions opérationnelles.
- c) il est toutefois nécessaire d'établir un lien entre les éventuelles mesures de suivi et l'orientation stratégique générale des activités du Fonds au cours des prochaines années, telle qu'elle est décrite dans le cadre stratégique 2002-2005.
- d) les activités de suivi devront également être compatibles avec la capacité du FIDA et les ressources générales que le Fonds qu'il peut y consacrer sans porter atteinte à l'activité de prêt en faveur des projets et programmes de lutte contre la pauvreté.
- e) la publication du Rapport sur la pauvreté rurale ne devrait être considérée comme une fin en soi mais comme l'un des éléments des efforts fait par le FIDA pour mieux cibler ses actions dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Le Rapport devrait être mis à jour au bout d'un délai raisonnable afin de décrire l'évolution de la situation aussi bien en ce qui concerne les efforts déployés au niveau international en faveur du développement que les activités du Fonds.



- f) au cours de prochains mois, les conclusions des évaluations régionales et le Rapport seront présentés dans les cinq régions du FIDA à l'occasion de la réunion de groupes de discussion ainsi que d'activités de sensibilisation et de renforcement des capacités. Les rapports régionaux d'évaluation serviront de base à l'organisation de discussions dans les différentes régions, dans le cadre général du Rapport sur la pauvreté rurale.
- g) si possible (si le FIDA dispose du personnel, des moyens financiers et du temps nécessaires) de brèves réunions de sensibilisation seront organisées dans les pays afin de mettre l'accent sur les questions opérationnelles dans le cadre général des activités de lutte contre la pauvreté.

28. Les activités ci-dessus nécessiteront un financement spécifique. Le gouvernement suédois a accepté de financer certaines des activités envisagées au cours des prochains mois. Le FIDA prendra contact avec d'autres donateurs afin d'obtenir un appui complémentaire spécifique dans des domaines d'intérêt communs.

29. Les objectifs du programme étaient: a) de faire prendre davantage conscience du rôle clé joué par la pauvreté rurale (aussi bien des questions à résoudre que des approches susceptibles d'être adoptées à cet égard); b) de constituer des coalitions de partenaires du développement consacrées au nouveau défis et aux nouvelles possibilités de lutte contre la pauvreté rurale; c) d'identifier les questions appelant une action et des possibilités à cet égard, y compris dans le cas du FIDA; et e) de diffuser largement les connaissances acquises et de former des partenariats grâce à la diffusion du Rapport sur la pauvreté rurale et des rapports thématique.

30. Après avoir évalué les résultats obtenus par le Rapport au vu des objectifs fixés, la direction du FIDA parvient à la conclusion que le programme a été un succès. Toutefois, les efforts doivent être poursuivis en particulier afin de faire prendre davantage conscience de l'importance de la lutte contre la pauvreté rurale pour atteindre les objectifs adoptés à l'occasion de la Déclaration du Millénaire et constituer des coalitions de partenaires du développement afin d'améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres. Cela impliquera la poursuite des efforts aux niveaux local, national et mondial.